

30.08.2012 – 09:00 Uhr

Union des villes suisses: Il faut soutenir les villes dans leur développement économique

Berne (ots) -

Une nouvelle étude de l'Institut BAKBASEL confirme le poids économique des villes suisses: les régions urbaines abritent près de trois quarts des habitants et quatre actifs sur cinq. Ces derniers sont à l'origine de 84% des activités économiques. L'Union des villes suisses demande que la politique fédérale soutienne davantage le dynamisme économique de la Suisse urbaine, en particulier dans les domaines de la qualité de vie, de l'accessibilité grâce à des systèmes de transports performants et de la gestion innovatrice des ressources.

L'importance des villes et des régions urbaines pour le développement économique de toute la Suisse est certes connue, mais, la plupart du temps, elle est sous-estimée par la politique. Une nouvelle étude de l'Institut BAKBASEL montre une Suisse dans laquelle 80% des actifs et 84% du produit intérieur brut (PIB) sont à mettre sur le compte des communes à caractère urbain. Boris Zürcher, directeur de l'Institut, a détaillé lors de la conférence de presse annuelle de l'Union des villes suisses comment la politique économique traditionnelle s'était transformée, avec la globalisation des chaînes de création de valeur, en politique de promotion des sites d'implantation, qui doit créer des conditions-cadres favorables. En comparaison internationale, la Suisse urbaine, et plus spécifiquement métropolitaine, se révèle performante et attractive. Elle dispose d'un potentiel compétitif considérable, selon Boris Zürcher. Mais le BAKBASEL voit aussi des lacunes, notamment dans les domaines de la formation et de la recherche, de la régulation, de l'accessibilité et de la qualité de vie.

Qualité de vie, accessibilité et utilisation responsable de ressources

Selon Marcel Guignard, président de l'Union des villes suisses, l'étude du BAKBASEL démontre clairement que la politique fédérale doit apporter sa contribution au développement dynamique de la Suisse urbaine. Elle le doit d'autant plus que les villes et les agglomérations ont, dans le sillage de l'actuel développement démographique et économique, de grands défis à relever. La qualité de vie et la cohésion sociale doivent rester des atouts de notre pays: c'est pourquoi la Confédération doit ancrer la politique d'agglomération dans la loi, soutenir la politique d'habitat des villes et réformer les oeuvres sociales en s'inspirant d'une vision globale.

L'augmentation des bouchons dans les villes et les agglomérations menace l'accessibilité des espaces économiques suisses. L'Union des villes suisses estime que la première tranche de travaux du FAIF doit compter six milliards de francs et que les projets d'agglomération doivent pouvoir reposer sur un financement suffisant. Elle propose au DETEC de renforcer la Conférence de coordination des transports et de coordonner son action avec les villes, les communes et les cantons.

Enfin, l'Union des villes suisses attend de la Confédération qu'elle mette en oeuvre une politique active pour promouvoir l'innovation et l'utilisation judicieuse des ressources. Cela commence avec la politique énergétique: le rôle central que les villes et les communes y jouent doit être reconnu par la loi. Les villes et les agglomérations ont en outre besoin de marge de manoeuvre dans la stratégie énergétique et elles demandent à la Confédération de prendre des mesures pour que les innovations puissent atteindre plus rapidement la maturité nécessaire à leur mise sur le marché.

Solidarité avec les villes et les agglomérations

Alexander Tschäppät, conseiller national et maire de Berne, la ville hôte de la Journée des villes 2012, a rappelé que la portée des revendications urbaines restait limitée dans la politique fédérale. Cela s'explique notamment par le fait que les structures fédérales n'ont que peu changé depuis le milieu du 19e siècle. Le conseiller national souhaite que «les villes et les agglomérations puissent elles aussi compter sur la solidarité, que leurs revendications soient prises au sérieux et qu'elles puissent participer aux processus de décision, en adéquation avec leur poids économique et social.»

Consacrée à l'importance économique et politique de la Suisse urbaine, la Journée des villes 2012 a réuni près de 250 délégués et invités au Palais fédéral de Berne. Les stratégies concrètes des uns et des autres pour promouvoir leur économie et leur site d'implantation présentent de notables différences, comme l'ont montré les exemples de la Métropole lémanique, de Winterthour, de Sursee et de la ville alpine de Davos. Dans son discours, la conseillère fédérale Doris Leuthard a décrit les villes comme les «foyers de l'avenir», dans lesquels les problèmes acquièrent

une visibilité, sous une forme concentrée. «Le développement démographique et l'habitat qui se raréfie; l'approvisionnement en énergie et en eau; l'élimination des déchets et la gestion durable des ressources; les goullets d'étranglement dans les transports: ce ne sont pas des défis faciles à relever. Lorsqu'on les surmonte avec intelligence, ils débouchent aussi sur de grandes opportunités pour toute la Suisse», a affirmé la conseillère fédérale.

Les revendications de la Suisse urbaine

1. Intégration des communes et des villes dans toutes les décisions qui concernent les agglomérations.
2. Ancrage de la politique d'agglomération dans la loi.
3. Mise en oeuvre du Projet de territoire Suisse.
4. Soutien de la Confédération à la politique de construction de logements des villes et des agglomérations.
5. Réforme du système des assurances sociales selon une vision globale.
6. Faire du trafic d'agglomération une priorité de la politique nationale des transports.
7. Doter la première étape du FAIF de 6 milliards de francs.
8. Assurer un financement non limité dans le temps et suffisant au fonds d'infrastructure pour les projets d'agglomération.
9. Renforcement de la Conférence de coordination des transports du DETEC et coordination avec les villes, les communes et les cantons.
10. Donner leur place aux villes et aux communes dans la législation sur l'énergie.
11. Assurer une marge de manoeuvre suffisante aux villes et aux agglomérations dans la stratégie énergétique 2050.
12. Système de caution pour le cleantech afin de permettre à l'innovation d'atteindre la maturité nécessaire à une mise sur le marché.

Les discours sont disponible sous: www.uniondesvilles.ch

Contact:

Marcel Guignard
Président de l'Union des villes suisses
Mobile: +41/79/214'94'53

Alexander Tschäppät
Maire de Berne et conseiller national
Tél.: +41/31/321'65'21

Renate Amstutz
Directrice de l'Union des villes suisses
Mobile: +41/79/373'52'18

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100017932/100723922> abgerufen werden.